

Autonomie alimentaire des individus, souveraineté alimentaire des nations : même combat ? Où l'on tisse le fil d'une parenté symbolique entre des micro et des macro-pratiques fondée sur un même besoin : rester acteur de ses pratiques alimentaires.

Récemment, un proche, bénévole d'une section locale de la Banque alimentaire, me faisait part de son étonnement, pour ne pas dire son agacement, de voir certains bénéficiaires refuser une partie des aliments proposés dans leur colis « sans raison valable » - en l'occurrence, du waterzooi de poulet conservé en bocaux de verre.

L'écouter m'exposer les composantes de cet agacement, je songeai par devers moi que de telles incompréhensions ne sont pas rares là où sont mis en présence un « aidant » et un « aidé » et qu'il conviendrait de se garder d'une interprétation trop hâtive de ce qui se joue là, pour ne pas réduire la situation à quelques motifs éculés du genre « privilégié méprisant vs victime du système » ou « bénévole méritant vs assisté profiteur ».

Bénédicte Havard Duclos et Sandrine Nicourd¹ exposaient par exemple en 2005 que « les bénévoles et militants se sentent habités du désir d'être utile et le perçoivent comme allant de soi » et qu'ils « trouvent dans leur engagement un sens par rapport à leur histoire singulière, à leur trajectoire biographique ». Cette aspiration à l'utilité sociale émanerait d'ailleurs moins, selon ces auteures, d'un élan individuel que d'une construction collective portée par des organisations qui fournissent à leurs membres des ressources identitaires leur permettant de penser le rapport à leur propre histoire, à leur avenir, et d'acquérir estime de soi et reconnaissance. Et moi de méditer, toujours en mon for intérieur, sur la différence entre l'aide sociale et la charité, dont je pressentais un subtil mélange chez mon bénévole, activement engagé dans la première mais comme empreint d'une posture héritée de la deuxième, où la reconnaissance des « aidés » est fréquemment attendue comme « juste retour des choses ».

Quant à la figure de l'assisté « profiteur », ATD Quart Monde puis Le Forum - Bruxelles contre les inégalités ont résolument entrepris de lui régler son compte, enquête, webdocumentaire et campagne d'affichage à l'appui, en le renvoyant à sa nature de préjugé « pauvrophobe » - un parmi tant d'autres que des experts ont déconstruit avec soin, sur base des dernières études et chiffres disponibles, dans « *Pauvrophobie, petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté* », publié en 2018 en Belgique². De quoi se rappeler que pour un bénéficiaire qui semble faire la fine bouche, des dizaines d'autres ne recourent pas à leurs droits sociaux... De quoi se demander aussi combien de colis et d'aliments avaient en fait été reçus par les bénéficiaires avec le sourire, le jour où ce waterzooi fut refusé par quelques-uns d'entre eux.

NOTE 1. Havard Duclos, Bénédicte, et Sandrine Nicourd. « Le bénévolat n'est pas le résultat d'une volonté individuelle », *Pensée plurielle*, vol. n° 9, no. 1, 2005, pp. 61-73.

NOTE 2. Le Forum - Bruxelles contre les inégalités, *Pauvrophobie : petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté*, Luc Pire éditions, 2018, 399 pages.

Toujours est-il qu'un débat s'ensuivit entre mon bénévole et moi, animant le repas que nous prenions ensemble (et constitué entre autres dudit waterzooï en conserve, tout à fait plaisant à mon goût comme au sien, qui les y avait glissés à titre expérimental, sans explication préalable...).

Débat au cours duquel, plutôt que d'argumenter sur mes questionnements intérieurs, je fis valoir l'importance et le droit pour chacun de choisir ce qu'il mange, enjeu de taille qui impacte la santé, la qualité de vie, le rapport à soi, le rapport à l'autre.

Dénier ce droit aux personnes forcées de recourir ponctuellement ou structurellement à l'aide alimentaire, c'est en effet les priver (encore un peu plus) de la maîtrise de leur propre existence, en les enfermant dans une position de « débiteur » (reconnaissant, de préférence...) qui, comble de l'ironie, est prétexte à un renforcement de leur stigmatisation et de leur exclusion jusque dans les organismes mandatés pour garantir une vie digne à chacun.

De nos jours, en effet, on peut relever un sérieux paradoxe dans le traitement réservé aux bénéficiaires de l'aide sociale : méconsidérés pour leur statut « d'assisté », ils sont instamment appelés à « développer leur autonomie » et à ce titre, forcés réglementairement de se plier... à des procédures bureaucratiques et à des plans standardisés qui font souvent fi de leur projets, motivations, ressources déjà présentes. « *Pour devenir autonome, fais ce qu'on te dit* » ? La recherche en pédagogie enseigne pourtant que la motivation est le premier facteur de réussite et d'émancipation, et que cette motivation puise sa vigueur pour bonne part dans le sentiment qu'a l'individu de garder une certaine maîtrise de son parcours. Pour faire court : dans son droit à faire des choix, à en récolter le bénéfice, à en assumer les désagréments.

Il n'y a aucune raison valable de considérer que ce besoin disparaisse au seuil de la cuisine et de la salle à manger.

Car manger est, pour les humains, un acte lourd de sens. Des anthropologues l'ont observé et décrit, et le moindre magazine grand public en fait la démonstration permanente : nos pratiques alimentaires sont enchâssées dans des systèmes symboliques complexes, qui définissent des cascades de règles relatives à la production, à la sélection, à l'acquisition, à la préparation, à la consommation des aliments. Des règles plus ou moins fondées rationnellement, formalisées ou non dans des textes juridiques, mais toujours sujet de débats entre groupes d'humains convaincus que telle pratique a plus de valeur que telle autre.

Manger est également un acte pris dans des dynamiques collectives. Peut-être, dans un passé très lointain, chacun était-il seul en charge de trouver sa pitance et celle de ses enfants, mais cette réalité n'a plus cours aujourd'hui. L'approvisionnement de nos placards et frigos dépend pour l'essentiel de vastes chaînes de production professionnalisées dont ne voyons plus que le point de départ (quelques champs, prairies et vergers) et d'aboutissement (des produits dans des rayons), et contrôlées par des organismes professionnels eux-mêmes peu transparents. Cette dépendance passablement aveugle à l'industrie alimentaire constitue un problème pour une certaine proportion de nos concitoyens, qui tentent de se réappropriier l'acte alimentaire en produisant une partie de leur nourriture, en privilégiant certains circuits (locaux, écologiques, solidaires, ...), en contrôlant les étiquettes des produits, voire en ouvrant des magasins, en fondant des coopératives, en militant pour une alimentation de qualité. Ou encore en se joignant au combat de communautés qui, ailleurs dans le monde, luttent pour une souveraineté alimentaire accrue de leur territoire ou de leur pays.

Derrière ces pratiques très diversifiées, on retrouve peu ou prou la question qui fut au cœur de ce débat de table avec mon bénévole : le besoin des individus et des communautés de garder une certaine maîtrise de leur alimentation, et leur capacité d'agir individuellement et collectivement pour garder ou retrouver cette maîtrise. A l'heure où s'exprime cette nécessité des personnes et des peuples de reprendre leur destin alimentaire en main, il

serait non seulement contre-productif mais surtout très injuste d'ériger cette pulsion en problème lorsqu'elle se manifeste chez une personne obligée de recourir à un colis alimentaire. Ce refus d'un aliment donné étant peut-être le meilleur signe que cette personne n'a pas renoncé à conduire sa propre vie par les chemins qui lui semblent adéquats pour elle-même.

Si la souveraineté alimentaire est définie comme « *le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes durables, et le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires* », on pourrait proposer que l'autonomie alimentaire est « *la capacité des individus à choisir librement une alimentation conforme à leurs systèmes de valeurs* ». Et, pourquoi pas, s'en servir pour des échanges entre bénéficiaires et bénévoles de l'aide alimentaire, en vue de dépasser le clivage « assistant / assisté » qui vient parfois insidieusement blesser les uns et les autres en instaurant entre eux une hiérarchie non-juste dont ils pourraient fort bien se passer...

avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

